Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 MARS 1905.

Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique
pour l'exercice 1905 (1).

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

Bruxelles, le 4 mars 1905.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à deux amendements que M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique propose d'apporter au projet de Budget de son Département pour l'exercice 1905.

Le premier de ces amendements (art. 110) a pour objet un complément de libellé, sans modification de crédit.

Le second (art. 122) tend à une augmentation de crédit par suite de laquelle le dit projet de Budget s'élève :

1° Pour les dépenses ordinaires	fr. 31,137,113 »
2° Pour les dépenses exceptionnelles	4,382,596 »
ENSEMBLE.	<u>fr. 35,519,711 »</u>

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics,

C^o DE SMET DE NAEYER.

(1) Budget, n° 4, VI.
Rapport, n° 76.

NOTE.

Première Section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE XIII.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

ART. 110. — Part de l'État dans les traitements de disponibilité d'instituteurs primaires communaux ou adoptés, pour 1903, et exceptionnellement pour les exercices antérieurs. — Subsidés spéciaux aux communes qui appellent à des emplois dans leurs écoles primaires des instituteurs jouissant d'un traitement de disponibilitéfr. 183,000 »

Eerste Sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK XIII.

LAGER ONDERWIJS.

ART. 110. — Aandeel van den Staat in de jaarwedden van beschikbaarheid van lagere of aangenomen gemeente onderwijzers voor 1903 en uitzonderlijk voor vorige dienstjaren. — Bijzondere toelagen aan de gemeenten die, tot het vervullen van ambten in hare lagere scholen, onderwijzers nemen, die jaarwedden van beschikbaarheid genietenfr. 183,000 »

La loi du 23 août 1901 a rendu applicables aux instituteurs *adoptés* les dispositions qui régissent la mise en disponibilité, pour motif de santé, des professeurs et instituteurs communaux.

Il y a donc lieu de compléter le libellé de l'article susvisé de manière à permettre la liquidation de la part de l'État dans les traitements d'attente des instituteurs adoptés.

Deuxième Section. — Dépenses exceptionnelles.

CHAPITRE XV.

SERVICES DIVERS.

ART. 122. — Ameublement des hôtels des gouvernements provinciaux de Liège et du Luxembourgfr. 9,221 »

Tweede Sectie. — Buitengewone uitgaven.

HOOFDSTUK XV.

VERSCHILLENDE DIENSTEN.

ART. 122. — Meubileering van de hotels van de provinciale gouvernementen van Luik en Luxemburgfr. 9,221 »

L'augmentation de crédit proposée, s'élevant à 3,421 francs, est destinée à achever l'ameublement de l'hôtel du Gouvernement provincial du Luxembourg.

Le libellé de l'article a été complété en conséquence.